

DÉSERTONS LES URNES, OCCUPONS LA RUE !



ABSTENTION ACTIVE AUX ÉLECTIONS !

LE SEXISME, L'ÉCOLE, L'ENTREPRISE, LES MÉDIAS ET LES POLITICIEN.NE.S nous moulent dans une vision résignée, hiérarchiste et autoritaire des rapports sociaux. Ils taisent, dénigrent, étouffent et répriment toutes tentatives de réinventer des rapports humains sans pouvoir, sans « spécialistes ». Les pouvoirs nous éduquent à la croyance qu'ils sont indispensables et perfectibles. Et malgré leur responsabilité flagrante dans le désastre social et écologique actuel, ce discours continue de nous être asséné par les partis politiques.

LE CIRQUE DES ÉLECTIONS de « représentant.e.s » nous est ainsi présenté comme un « droit » et même un « devoir civique ». Et pourtant, si l'on connaît un peu l'histoire, le droit de vote n'a été accordé que très progressivement. D'abord aux seuls riches et de sexe masculin. Il n'a été élargi qu'après des décennies de luttes sociales indépendantes des pouvoirs, et uniquement dans la mesure où la bourgeoisie et les gouvernements en place s'assuraient bien que ce droit de vote... ne remettrait pas en cause les fondements de leur domination : la propriété patronale et étatique des moyens de production. Qui excluent de fait les populations des décisions réelles sur la société dont elles veulent. Le parlementarisme est un simulacre de démocratie. Les élections vont de fait avec le capitalisme et l'État. Elles entérinent, en jouant avec l'accord des exploité.e.s elles.eux-mêmes, la dépossession globale de nos existences et l'accaparement des décisions réelles qui nous concernent par une « élite » de bourgeois.es et de bureaucrates. Cette domination ne repose pas que sur le « consentement » forcé des populations à obéir et à relayer les ordres, mais aussi sur l'abrutissement médiatique, le chantage généralisé à « l'emploi », la répression.

CERTAINS PARTIS (la « gauche », les « écologistes », les « antilibéraux ») prétendent qu'il est possible de « peser » sur les appareils au pouvoir pour « humaniser » leur fonctionnement. Mais comment humaniser un système fondé sur le déni des populations à décider par elles-mêmes ? Comment humaniser un système fondé sur la compétition agressive, la hiérarchie, l'asservissement et l'exploitation de la force de travail dans le seul but de l'accumulation de fric et de pouvoir ? L'organisation même de ce système réduit toujours les prétentions de « gauche » à une alliance objective avec les pouvoirs, dans une



pathétique lutte des places. Quand bien même certain.e.s seraient sincères, il.le.s se retrouvent vite contraint.e.s, pour être élu.e.s, à accepter de telles compromissions qu'ils.elles ne peuvent qu'appliquer à la lettre les instructions données par les possédant.e.s. La gauche a ainsi promis de faire appliquer « l'austérité », les verts entérinent le nucléaire, et les « antilibéraux » ne proposent face au capital (c'est-à-dire la domination effective des populations), que la « taxation » ou la « régulation », c'est-à-dire la légitimation... au lieu de son abolition pure et simple.

LA DÉCISION RÉELLE sur les moyens matériels de production n'appartient, en système capitaliste, qu'aux détenteur.trices de la propriété privée et étatique. C'est un fait. Et c'est sur ce socle que vivent (grassement) et s'agitent les politicien.ne.s. Il.le.s ne font que gérer les conséquences négatives du capitalisme, tant bien que mal, avec leur baratin et leurs gesticulations dérisoires, et adapter la société à cette dépossession fondamentale et révoltante des populations. Avec des rustines, des boucs-émissaires, des soupapes, des divertissements et des diversions misérables toujours les mêmes recettes. Quant à l'extrême-gauche « anticapitaliste », qui prétend n'avoir « aucune illusion sur les élections », et n'y participer que pour obtenir une « tribune » dénonçant le système, elle ne fait qu'accepter de jouer ce jeu pipé et en cautionner ainsi, hélas, la règle fondamentale : celle du maintien de cette pseudo-légitimité des élu.e.s de nous gouverner, à notre place.

NOS DROITS SOCIAUX, n'ont jamais été décrétés par le pouvoir, mais concédés par lui comme des miettes, pour sa survie, lors de mouvements sociaux le remettant en cause, lors de grèves, d'occupations, de réappropriations des usines et de la rue. Ces « droits sociaux » n'ont d'ailleurs été, si l'on y regarde bien, qu'une monopolisation par l'État de ce qui existait, déjà bel et bien, en termes de solidarité populaire concrète, d'alternatives constituées et autogérées : caisses ouvrières, éducation populaire... L'État n'a toujours été en réalité qu'une force armée, spoliatrice, centraliste, défendant ses intérêts et ceux des riches par des lois injustes, la conquête militaire et la répression violente. Son essence est la négation même de la capacité des populations à gérer leurs propres affaires, à créer leurs propres repères communs.



DÉSERTONS LES URNES, OCCUPONS LA RUE !



ABSTENTION ACTIVE AUX ELECTIONS !

NOUS REFUSONS cette pseudo-« démocratie », représentative et centralisée, donnant carte blanche à des politicien.ne.s pour gérer la bonne marche du capitalisme, pour une période fixée, sans aucune autre possibilité de contrôle accordée aux électeurs que celle de la couleur qui habillera leur sombre esclavage. Une fois élu.e.s, les politicien.ne.s n'ont de compte à rendre à personne : les promesses n'engagent que ceux.celles qui y croient. Nous n'avons pas besoin de politicien.ne.s : si les gens ne sont pas capables de se gouverner elles.eux-mêmes, comment sauraient-il.le.s quel.le candidat.e choisir ? S'il.le.s sont capables, au contraire, d'élaborer les solutions répondant à leurs besoins... alors il.le.s peuvent évidemment s'administrer elles.eux-mêmes !

NOUS PRÔNONS une responsabilisation individuelle et collective, la « démocratie directe ». Des assemblées populaires sur le lieu de production, le quartier, la commune. Où la parole circule librement et également entre les participant.e.s. Les capacités, besoins, désirs et projets, l'élaboration de repères communs, les décisions à prendre le cas échéant, s'y expriment et s'y organisent. Les mandaté.e.s, individuel.le.s (ou collectifs, par exemple en commissions) ne sont désigné.e.s que sur leurs compétences et leurs envies. Il.le.s n'ont pas pouvoir de décider ou de contraindre : il.le.s se contentent d'appliquer les décisions prises en assemblées, concernant les individus qui les ont choisies. Ce contrôle des élu.e.s s'appelle le mandat impératif, combattu depuis toujours par la bourgeoisie (et donc interdit par la « constitution », à l'article 27). Les mandaté.e.s rendent compte aux assemblées et sont révocables par elles. Les mandats s'élaborent librement, et tournent avec une formation assurée pour tout.e.s celles et ceux qui se proposent de participer à la vie commune.

NOUS DÉFENDONS le fédéralisme libertaire. Les communes sont autonomes pour le règlement des questions qui les concernent. Elles sont librement fédérées, ce qui permet des

projets communs, leur coordination, leur solidarité, la diffusion des informations, des savoirs et des idées. Les besoins, les capacités et les décisions locales ou sectorielles sont remonté.e.s en assemblée de commune et en assemblées fédérales, par des porte-paroles n'ayant pour toute fonction que la coordination et la circulation des informations, des besoins exprimés. La majorité n'impose pas aux minorités, ni l'inverse, car nul.le n'est tenu.e de participer à tel ou tel projet. Ainsi, chacun.e exprime librement ses capacités, ses besoins et ses désirs, sans hiérarchie : « L'égalité n'est pas l'uniformité » (Bakounine). Et sans liberté réelle de décider ensemble, aucune égalité n'est possible.

CETTE PROPOSITION N'EST PAS « UTOPIQUE » : elle a toujours été le mode de fonctionnement des comités de luttes, indépendants des pouvoirs. Comités de sans-culottes, commune de Paris, révolution espagnole, ukrainienne, autogestion en Argentine, comités de bon gouvernement au Mexique, comme



tant d'autres expériences d'hier et d'aujourd'hui (ainsi, les assemblées populaires qui essaient). Ces faits historiques ne sont évidemment relayés ni par les manuels officiels d'histoire ni par les médias, car ils démontrent qu'une auto-organisation efficace est évidemment possible, et que les gouvernements de droite et de gauche n'ont jamais hésité, pour écraser ces velléités

d'autonomie, à leur appliquer une répression brutale.

L'ABSTENTION MASSIVE PEUT DEVENIR UNE ABSTENTION ACTIVE. Il n'y a aucun espoir à tirer de la « gauche » ou de la « droite » au pouvoir ; les solutions à nos problèmes ne se trouvent qu'en nous-mêmes et dans nos solidarités. En notre capacité à nous organiser selon des moyens adéquats à nos fins, c'est-à-dire par nous-mêmes, sans domination, sans médiation, sans privilèges ni exploitation d'individus par d'autres. Il est urgent de nous réapproprier nos vies, de rejoindre dès à présent les luttes et assemblées, les expériences autogestionnaires qui se tissent.

DÉSERTONS LES URNES, OCCUPONS LA RUE !

GROUPE PAVILLON NOIR, FÉDÉRATION ANARCHISTE 86

PAVILLON-NOIR@FEDERATION-ANARCHISTE.ORG

HTTP://FA86.NOBLOGS.ORG/